



« Taxer la spéculation, pour financer les biens publics mondiaux » Une idée qui fait son chemin

Depuis quelques mois, la question des taxes globales est de retour dans l'actualité et le front du refus de toute forme de taxe s'est lézardé.

Le débat fait rage sur les moyens d'éviter une nouvelle crise financière. La taxe « Tobin » a été initialement conçue pour ça. Surtout, les gouvernements ont besoin de ressources pour combler les déficits publics provoqués par la crise financière. Ils ne sont pas sûrs de pouvoir faire payer les peuples, tant ceux-ci sont exaspérés par les dérives des banques et l'arrogance des spéculateurs. De nombreux dirigeants européens (Brown, Merkel, Sarkozy, Barroso...) se sont prononcés pour une taxe sur les transactions financières (TTF), même si les États-Unis et le FMI s'y refusent toujours.

Le débat a aussi progressé du fait des immenses besoins financiers pour la lutte contre la pauvreté globale (Objectifs du Millénaire pour le Développement) et contre le changement climatique. Bernard Kouchner et Jean-Louis Borloo, notamment, ont clairement proposé des formules de type TTF pour financer le développement ou l'adaptation et l'atténuation dans les pays du Sud.

De son côté, le FMI a reçu mandat du G20 de faire des propositions pour mieux réguler le système financier et le faire contribuer aux coûts de son sauvetage. Le FMI doit remettre un pré-rapport lors du sommet des ministres des finances du G20 au mois d'avril et le G20 de juin à Toronto devrait prendre des décisions¹. Les gouvernements semblent converger vers l'idée d'une taxe sur les banques pour financer un fonds d'assurance pour la prochaine crise. Ils espèrent ainsi éluder la taxe sur la spéculation financière.

Mais les mouvements sociaux ne l'entendent pas de cette oreille. Une coalition inédite s'est mise en place sur le plan international, entre les syndicats, les associations écologistes, les ONG de développement pour exiger la mise en place rapide d'une TTF. Les Attac d'Europe et du monde participent pleinement à cette coalition.

Dans ce contexte, Attac France trouve un terrain d'engagement immédiat et incontournable : la question des taxes globales est fondatrice pour notre association. Une expertise considérable a été accumulée, la légitimité publique et politique d'Attac sur ce thème est établie.

Le moment est propice pour engager une campagne en France, avec le mouvement syndical et associatif, afin de dégonfler le pouvoir de la finance et de la spéculation et poser la question du partage des richesses et du financement des biens communs. Attac, avec Oxfam, est à l'initiative d'une large coalition qui devrait marquer le paysage social et politique de notre pays dans les mois à venir.

¹ Pour en savoir plus : <http://www.france.attac.org/spip.php?article10792>



Nos objectifs de campagne

Obtenir une taxe sur les transactions financières, obligatoire et à un taux suffisant pour avoir un effet dissuasif sur la finance spéculative.

Enrayer la spéculation et dégonfler le pouvoir social de l'industrie financière : c'est pour nous l'objectif principal d'une TTF. Mais, dans le même mouvement, la taxe engage une redistribution des richesses et contribue au financement des biens publics mondiaux .

Proposition de répartition des fonds dégagés :

- Une partie en direction des pays collecteurs pour financer les dépenses sociales induites par les répercussions de la crise, et abonder les mécanismes de solidarité sociale comme la sécurité sociale, les retraites, l'assurance chômage...
- Une partie pour financer la lutte contre la pauvreté et pour le développement des pays du Sud.
- Une partie pour financer la lutte contre le réchauffement climatique (atténuation et adaptation) dans les pays du Sud.

L'instauration d'une TTF doit être considérée comme l'un des outils à mettre en place pour désarmer les marchés financiers, financer la lutte contre les inégalités sur les plans européen et mondial, et nous engager sur la voie de la reconversion écologique de nos sociétés.

D'autres taxes doivent être envisagées de manière complémentaire : sur les transports, sur les profits des multinationales, sur les investissements à l'étranger... À terme, dans la perspective de garantir le respect des droits économiques, sociaux et environnementaux de tous les citoyens, la TTF ne sera pas suffisante : il sera essentiel, par des propositions plus approfondies et des campagnes futures, de mettre à l'ordre du jour des formes de fiscalité complémentaires et des mécanismes contraignants de régulation financière, commerciale, environnementale.

Questions en débat :

- Quel est l'échelon politique pertinent pour la décider et qui interpellons-nous ? la France ? l'Europe ? le G20 ? l'ONU ?
- Qui récolte les fonds levés ? Comment organiser une redistribution à la fois démocratique et efficace ? Comment s'emboîtent les échelons de décision national, régional et international dans la récolte/décision/redistribution des ressources collectées ?
- Comment articuler une TTF avec d'autres instruments de régulation du système financier afin de réellement agir sur la spéculation financière ? Comment articuler la TTF avec des formes de fiscalité écologique qui influenceront réellement les comportements des émetteurs de gaz à effet de serre (GES) ?



Quelles alliances ?

Notre agenda s'inscrit du G20 de Toronto en juin au G20 de 2011 en France et nous devons travailler en tenant compte de la nécessité de construire un cadre d'alliance le plus large possible pour réussir la mobilisation en France en 2011. D'ores et déjà, la TTF mobilise de nombreux acteurs :

- Les organisations et mouvements (comme Attac) qui travaillent pour analyser la crise financière et proposer des outils de domestication du système financier.
- Les organisations écologistes et de la justice climatique, pour lesquelles la TTF peut permettre de dégager en faveur des pays du Sud des financements destinés à l'adaptation aux impacts du changement climatique et à l'atténuation de leurs émissions de GES.
- Des mouvements (syndicats, associations de « sans », etc.) qui luttent contre la montée des inégalités sociales et de toutes les formes de précarité, et qui pensent qu'une TTF peut financer la protection sociale et contribuer à la redistribution des richesses dans les pays riches.
- Des mouvements luttant pour la réduction des inégalités sur le plan mondial et l'accès des peuples du Sud aux droits élémentaires (alimentation, logement, eau, santé, éducation...).

Sur le plan européen, Attac travaille dans le cadre du réseau européen sur les crises, qui rassemble Eurodad, les Amis de la Terre Europe, les Attac d'Europe, des organisations telles que WEED, TNI, Jubilee Debt Campaign.

Des discussions ont lieu dans le cadre du réseau « Global crisis » associant des organisations et des réseaux de dimension internationale (Confédération syndicale internationale, Friends of the Earth, WWF, Oxfam...), principalement pour l'instant en Europe et en Amérique du Nord.

Un enjeu tout particulier concerne la mobilisation des mouvements sociaux et citoyens des pays du Sud, en particulier des pays émergents dont l'influence est grandissante au sein du G20.

Enfin, sur le plan français, un processus a été lancé avec des ONG, des syndicats, des collectifs d'associations et des mouvements sociaux, pour construire les formes d'alliances et de convergences possibles autour d'une telle campagne.

Cette problématique des alliances pose des questions complexes :

- faire converger des organisations extrêmement diverses dans une campagne commune visible et efficace tout en conservant l'autonomie de chacun ;
- articuler nos actions nationales aux initiatives européennes qui sont d'ores et déjà enclenchées et qui visent des opinions publiques aux perceptions et aux cultures différentes ;
- construire un plan de campagne cohérent qui associe des organisations aux cultures militantes et aux modalités d'action diverses et complémentaires ;
- développer en même temps la visibilité d'Attac et sa capacité d'attraction.



Quel calendrier ?

- 25-26 mars à Bruxelles : Conseil européen des chefs d'État ou de gouvernement.
- Avril : remise du rapport du groupe d'experts sur la taxation des flux financiers (convoqué par Bernard Kouchner) du Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement.
- 16-18 avril à Madrid : Conseil Ecofin (discussion du projet européen de taxe sur les banques).
- 23 avril à Washington : G20 finances au cours duquel est prévue la remise du pré-rapport FMI sur la taxation de la finance.
- 24-25 avril : Assemblées de printemps de la Banque mondiale et du FMI.
- 30 Mai-11 Juin : 32e session de la CNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) à Bonn.
- 26-27 juin, Toronto : G20.
- 20-22 septembre, New York : Sommet des objectifs du Millénaire pour le développement.
- Novembre 2010 Séoul, Corée du Sud : G20.
- Printemps 2011 : G20 France.

Quelles activités ?

La campagne d'Attac France pourra articuler les modes d'action suivants :

Au niveau des comités locaux

- Organisation de la signature de la pétition adressée aux chefs d'État ou de gouvernement du G20, donc utilisable dans tous les pays de la planète ;
- Des conférences-débats locaux ;
- La convergence avec les composantes locales/départementales des différentes organisations engagées dans la campagne nationale et l'animation des dynamiques collectives locales ;
- Des actions locales de sensibilisation lors de journées communes sur le plan français ou européen ;
- La diffusion d'outils pédagogiques et d'éducation populaire.



D'autres activités peuvent être envisagées : interpellation, via des lettres ou des demandes d'entretiens directs, des élus locaux et des parlementaires pour les conduire à se positionner en faveur d'une TTF, organisation d'événements culturels et festifs par exemple.

Un effort particulier pourra être effectué en direction des médias locaux et régionaux, qui représentent des canaux d'information déterminants pour les citoyens.

Au niveau d'Attac France

- Le suivi des différents processus en cours au niveau de l'Union européenne et des gouvernements de ses pays membres (en lien avec les partenaires européens) du FMI, au sein du groupe d'experts internationaux, dans le processus de préparation du G20 (discussions dans les autres États).
- L'animation de la campagne unitaire nationale.
- L'interpellation publique des responsables du gouvernement français et du FMI (courriers, réunions...).
- L'utilisation des médias pour populariser nos positions et propositions.
- La coordination de nos activités avec le réseau européen et les différents espaces internationaux dont les organisations membres développent des campagnes similaires.
- L'organisation d'un événement sur les taxes globales le 19 juin.
- Des actions dans les jours précédant le G20 pour montrer la mobilisation et l'attention du public.

Matériel et organisation

Matériel disponible

Rubriques consacrées aux taxes sur le site <http://france.attac.org/>

Le site : <http://www.makefinancework.org/> qui héberge la pétition internationale.

Des documents de référence

- L'appel européen : "[Créez dès maintenant une taxe sur les transactions financières pour les peuples et pour la planète !](#)"
- [Une Taxe Générale sur les Transactions Financières : un bilan des avantages, des inconvénients, et une proposition](#), traduction d'un texte de J. Schulmeister, WIFO Working paper, n°344, octobre 2009, Institut autrichien de recherche en économie
- [De la fin des paradis fiscaux aux taxes globales](#), rapport d'Attac France, mars 2009



- [Les avantages d'une taxe sur les transactions financières](#), Traduction d'un texte de Dean Baker, CEPR, décembre 2008

Matériel prévu

Une brochure d'Attac France sur les taxes globales, les enjeux qu'elles soulèvent, leur fonctionnement potentiel et leur faisabilité, destinée aux animateurs locaux de la campagne au cours des mois à venir, mais aussi disponible pour nos partenaires et tous ceux qui souhaitent s'emparer de ce sujet.

Des supports de communication grand public seront progressivement produits par Attac France et les comités locaux tout au long de la campagne.

Une formation de militants

Les 10 et 11 avril à Paris. Elle vise principalement à former des animateurs locaux de campagne, qui impulseront localement la déclinaison des initiatives nationales et européennes, et assureront la liaison avec Attac France (informations sur les initiatives engagées, mutualisation des idées, réception des informations sur les campagnes européenne et internationale...).

CNCL des 8 et 9 mai

Elle sera un moment privilégié de construction de la campagne entre les comités locaux et Attac France. Les différents matériels préparés par Attac France (argumentaires, brochure, tracts, autocollants...) devront être disponibles à cette date pour que les comités locaux puissent les récupérer directement.

Animation et interventions

Faites parvenir vos demandes relatives à la campagne à Wilfried Maurin aiouto2@gmail.com - 06 82 22 91 11.

Faites parvenir vos demandes d'intervenants sur les taxes globales et la taxe sur les transactions financières à Frédéric Lemaire qui se chargera de vous proposer un intervenant approprié : frederic.lemaire@enst-bretagne.fr – 06 80 89 60 13.

Mutualisation

Nous appelons les comités locaux à faire connaître leur travail, tracts et autres documents pour qu'ils puissent être mis en ligne dans un espace dédié et rediffusé aux autres CL. Merci d'envoyer ce travail en incluant, si possible, un format éditable et libre à cette adresse : pot-mutualisation@attac.org ;

Nous appelons les comités locaux à nous faire connaître leurs initiatives publiques, afin de compléter l'agenda militant sur le site d'Attac France (adresse d'envoi : agenda-militant@attac.org).



Annexe : rappels sur le G20

Le Groupe des 20 (ou G20) est un forum économique qui a été créé en 1999, après la succession des crises financières dans les années 1990.

Composition du G20

Pays : Allemagne, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie.

Pour l'Union européenne : Présidence de l'Union européenne et Banque centrale européenne.

Institutions de Bretton Woods : Banque mondiale, Comité de développement du FMI et de la Banque mondiale, Comité monétaire et financier international du FMI et le Fonds monétaire international.

Les pays du G20 représentent les deux tiers du commerce et de la population mondiale et plus de 90 % du produit brut mondial (somme des PIB de tous les pays du monde). Les pays les plus pauvres, notamment d'Afrique, n'y sont pas représentés.

Avec le discrédit croissant du G8, le G20 s'est autodésigné pour trouver des solutions et présider aux destinées de notre planète. Or, l'absence de réelles décisions et les orientations de la déclaration finale du sommet de Washington montrent qu'il n'infléchira pas les orientations actuelles.

Dans ce contexte, il est indispensable de réussir à mobiliser largement, pour peser sur le G20. En s'y prenant suffisamment à l'avance, Attac et le mouvement altermondialiste peuvent se donner les moyens de porter leurs revendications et de véritables solutions dans le débat public.

Un premier sommet exceptionnel du G20 consacré à la crise financière s'est tenu à Washington les 14 et 15 novembre 2008.

En 2009, deux sommets ont eu lieu : à Londres, les 3 et 4 avril, et à Pittsburgh, les 25 et 26 septembre. Malgré les nombreuses annonces et prises de positions, ces sommets n'ont abouti qu'à de faibles mesures de régulation, qui ne remettent absolument pas en cause la logique du système.

Les prochaines réunions

- juin 2010 Toronto, Canada
- novembre 2010 Séoul, Corée du Sud
- 2011 : France. (villes candidates : La Baule, Lyon et Évian - aucun choix définitif n'a été prononcé).